



[www.bloomassociation.org](http://www.bloomassociation.org)

## **Thalassa : flagrant délit de propagande pour la pêche profonde**

### **Petit décryptage des manipulations du discours et de l'image dans le documentaire « Les Derniers Mohicans » de THALASSA et commentaires annexes**

**Lundi 11 octobre 2010**

**Par Claire Nouvian, présidente de l'association BLOOM**

- L'orientation des sentiments du téléspectateur se fait par le biais d'un discours de victimisation des pêcheurs en eaux profondes (le titre déjà : « Les Derniers Mohicans ») qui passent pour des opprimés sous le feu des attaques environnementales à travers ce genre de commentaires :
  - o « on les accuse de tout mais ils ne veulent pas mourir »,
  - o « à terre, on leur a déclaré la guerre »,
  - o « ils avaient tout pour être heureux mais ils risquent de perdre leur boulot »... (notes prises à la volée) ;
- Que l'émission THALASSA soit déterminée à soutenir la grande pêche industrielle, c'est son choix, mais dans ce cas, les reportages devraient porter une mention explicite dès le début du commentaire : « THALASSA a pris parti pour la pêche chalutière de grands fonds et vous raconte l'histoire de ces groupements industriels qu'elle soutient ».
- Il est grave de se faire passer pour une émission de journalisme objectif, ce que croient les téléspectateurs crédules qui placent leur confiance en THALASSA, et d'utiliser sa réputation pour ternir un corps de la société et en encenser un autre, sans même s'assurer que les réalisateurs embauchés font un travail de préparation ne serait-ce que décentement sérieux. C'est une imposture et un abus de confiance qui met à mal la légitimité de l'émission.
- Faire passer les ONG pour des « bobos » parisiens n'est pas seulement faux mais un peu trop facile puisque THALASSA nous a filmés à Paris (à leur convenance), alors que l'équipe aurait pu nous filmer en Bretagne par exemple où une grande partie d'entre nous a ses attaches historiques et affectives. L'argument « bobos » est le fonds de commerce des lobbyistes payés par les pêcheurs industriels (des Parisiens qui ont leur bureau dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement pour le coup, comme l'Union des Armateurs à la Pêche de France), il est indigne d'un journaliste sérieux.

- Insinuer que nous choisissons comme lieu de rencontre « un restaurant bien comme il faut » est d'une ingratitude qui ne manque pas de toupet, couplée d'une grande malhonnêteté intellectuelle. Pour rappel : pour faciliter la tâche de l'équipe de THALASSA, puisqu'elle filmait dans l'après-midi la Mission Pêches Profondes au Ministère de l'Ecologie dans le 7<sup>ème</sup>, nous avons pris le temps de les rencontrer (environ plus de 3 heures en tout, dont ils n'ont gardé que les moments les plus racoleurs pour nous rendre fort peu sympathiques) et avons choisi un lieu proche du ministère, qui ne soit pas cher pour nous (meilleur rapport qualité-prix du quartier) et SILENCIEUX pour eux, de façon à ce qu'ils puissent y conduire leurs interviews. C'est un comble de nous le reprocher, c'est même « écœurant » pour être précise.
- Dire que nous sommes « payés » pour mener nos tâches - que THALASSA fait apparaître comme des missions « à l'idéal éthéré » pour reprendre les clichés déjà réchauffés de pêcheurs à court d'arguments pour contrer la rationalité des ONG - et laisser entendre que nous ne sommes pas concernés par les basses contingences matérielles est de l'intoxication. Mes collègues ont à ma connaissance des salaires plutôt bas (bien loin des 42 500 Euros en *moyenne* des pêcheurs embarqués à bord des chalutiers profonds<sup>i</sup>) et pour ma part, c'est encore plus simple : je ne suis pas payée du tout. J'ai utilisé et utilise l'intégralité des revenus tirés de mon livre et de mon exposition « Abysses » pour mener mon travail de protection des espèces menacées (y compris les petits pêcheurs !). Je travaille en plus, bien souvent les soirs et les week-ends (je ne manque pas de témoins, mes proches en souffrent suffisamment), pour arrondir les fins de mois. Je dois en revanche trouver des fonds pour rémunérer mes collaborateurs et ai la responsabilité d'une petite cellule faisant vivre quelques foyers sans avoir encore les moyens d'être payée moi-même, ne serait-ce que 50 ou 100 Euros par mois. Je ne possède rien, n'ai rien acquis avec mes revenus d'auteur que j'ai choisis d'engouffrer dans cette lutte contre l'injustice qui est faite à la planète et au plus grand nombre. THALASSA ferait donc bien de se garder d'accusations infondées et d'insinuations qui sont à la frontière de la diffamation.
- La palme du commentaire le plus inepte du film revient tout de même à l'affirmation que les ONG « s'offrent des stars » en parlant de Sigourney Weaver, héroïne multi-millionnaire de James Cameron. Le budget total de Greenpeace ne suffirait pas à payer une apparition de cette superstar. Est-ce si difficile d'envisager que les gens sensés puissent être outrés par la conduite du monde et préoccupés par ce qu'on laisse en partage aux générations à venir ? Comme l'écrivait cet été un chercheur américain dans le journal anglais *The Guardian*<sup>ii</sup> : « Le fait de me soucier de l'avenir de mes petits-enfants fait-il de moi un activiste ? »
- Les ONG ne font pas « le siège des ministères » comme le dit explicitement le film. THALASSA a volontairement manipulé l'image au montage : nous nous rendions avec eux au ministère de l'écologie à la réunion « Mission Pêches Profondes » ainsi qu'avec les pêcheurs, qu'ils n'ont pas filmés, eux, entrant dans le ministère, comme c'est étrange... D'autre part, ils ont monté les images en deux temps : la 1<sup>ère</sup> fois pour illustrer notre « siège » des ministères, comme si ces images étaient découplées de celles où nous entrions en réunion « Pêches Profondes ». C'est prendre les gens pour des imbéciles de penser que personne n'aura remarqué que nous portions les mêmes vêtements. Ils auraient dû nous rajouter des barbes tant qu'ils y étaient...
- Dire que les ONG font du « lobby » crée une espèce de comique de « l'énorme », quand on connaît les sommes que ramassent les pêcheurs (mais pas les petits qui en auraient

besoin, ah ça non...) : près de 800 millions d'Euros par an en tout, pour une valeur 1<sup>ère</sup> vente des produits de la mer d'environ 1 milliard d'euros. **La pêche est l'une des activités les plus subventionnées en France, environ trois fois plus que l'agriculture, relativement à la valeur créée.** Voir publication IFREMER<sup>iii</sup>.

- C'est donc honteux d'opposer cette manipulation du discours et de l'image « les uns font le siège des ministères, pendant que les autres vont en mer ».
- Les capitaines ont l'appréhension des contrôleurs ? Ce n'est pas étonnant ! (Voir dans la lettre ouverte à THALASSA le passage sur la destruction des coraux découverte par un inspecteur irlandais). Au vu des chiffres officiels et des résultats désastreux des armements, on se demande comment ils pourraient s'en sortir sans « poisson noir », non déclaré. Cela explique peut-être la crainte du contrôle...?
- Il est vrai et louable que certains armements industriels comme la Scapêche jouent sincèrement le jeu de la collaboration scientifique avec les chercheurs. C'est ainsi qu'en mettant leurs données VMS (tracés des navires) en Atlantique Nord Est à la disposition de chercheurs anglais, un calcul a pu être réalisé montrant que de toutes les activités humaines menées en grandes profondeurs, la pêche était de loin la plus impactante en surface considérée. L'étude vient d'être publiée mais est consultable gratuitement en ligne<sup>iv</sup>. En résumé : pour l'année de référence (2005) et dans le pire des cas à chaque fois :
  - 1) Le dépôt de déchets de toutes sortes occupe 1,6 km<sup>2</sup>
  - 2) La recherche sous-marine impacte 58 km<sup>2</sup>
  - 3) L'extraction de gaz et pétrole couvre moins de 23,2 km<sup>2</sup>
  - 4) **La pêche profonde impacte entre 1482 et 74 320 km<sup>2</sup> en fonction de la vitesse d'opération et la largeur des chaluts employés.**

**L'empreinte sur les fonds marins de la pêche profonde en Atlantique Nord Est est de 63 à 3200 fois plus importante que l'extraction de gaz et pétrole et de 25 à 1280 fois plus importante que la recherche sous-marine.**

Dans leurs conclusions, les auteurs rappellent que les captures de poissons profonds ne représentent que 0,31% des captures mondiales malgré une empreinte très étendue.

- Une mention importante pour lever toute confusion possible : **il ne faudrait pas confondre pêche « durable » et pêche « responsable »**. FranceAgrimer<sup>v</sup> et Intermarché<sup>vi</sup> ont développé des concepts proches, celui du « pêcheur responsable » pour FranceAgrimer et la création d'un label spécifique « pêche responsable » pour Intermarché. Décryptage :
- Les « 10 principes du pêcheur responsable » de FranceAgrimer permettent de comprendre que le fait de respecter la loi apparaît déjà aux yeux des gestionnaires des pêches et des pêcheurs eux-mêmes comme une étape formidable en elle-même, qui mérite un label.

Les 10 principes du pêcheur responsable :

- 1-Respecte la réglementation
- 2-Gère correctement ses captures
- 3-Garantit la fraîcheur des produits
- 4-Déclare ses débarquements
- 5-Renseigne les scientifiques

- 6-Entretient son bateau
- 7-Veille à la sécurité
- 8-Est soucieux des conditions de travail de son équipage
- 9-N'abandonne pas ses déchets...
- 10...Et récupère ceux des autres !

**Respecter la loi devrait être un programme « par défaut », c'est-à-dire un strict minimum dont la non application entraîne des sanctions**, comme cela est prévu et appliqué dans certains pays européens. Certains Etats membres vont plus loin que la simple amende et conditionnent l'accès aux aides à l'application de la loi, par exemple **la Pologne et l'Italie suspendent l'attribution de subventions et/ou réclament leur remboursement aux opérateurs de pêche ayant enfreint la loi<sup>vii</sup>**. Ce n'est évidemment pas le cas de la France.

- Je précise pour certains, en fonction des commentaires reçus : une « pêche responsable » se limite à « respecter la réglementation » et de ce fait ne s'engage aucunement à protéger les espèces et les milieux marins, car la réglementation permet l'exploitation d'espèces menacées d'extinction. Prenons le cas des espèces inscrites à la liste rouge de l'UICN. Les non spécialistes supposent naturellement que leur seule inscription à cette liste entraîne automatiquement un statut de protection, mais ce n'est évidemment, et malheureusement, pas du tout le cas. Les espèces végétales et animales ne sont protégées dans le monde que par le biais de certaines conventions, dont la seule qui soit opérante internationalement est la CITES<sup>1</sup>. Or l'inscription des espèces aux annexes de la CITES relève d'un jeu politique d'alliances et de négociations complexes et non de simples preuves scientifiques fournies sur l'urgence à protéger une espèce.
- On comprend ainsi que **si les pêcheurs s'auto-congratulent simplement parce qu'ils respectent la loi, la mise en œuvre de l'approche écosystémique dans la gestion des pêches n'est pas pour demain...** Je propose qu'un label soit développé pour les « conducteurs responsables » : les Français qui ne font pas d'excès de vitesse ou ne conduisent pas en état d'ébriété, ou un autre pour les « mères responsables » qui ne frappent pas leurs enfants et les nourrissent même tous les jours... Nous pourrions tous avoir des labels, ce serait formidable.
- Le label des Mousquetaires (Intermarché) est habile car les engagements sont plus courts et mentionnent en priorité l'environnement et la ressource. Ci-après, reproduit du site d'Intermarché :  
La « Pêche responsable » poursuit quatre grands objectifs :
  - 1) la préservation des ressources naturelles,
  - 2) la protection de l'environnement,
  - 3) la bonne gestion sociale des équipages,
  - 4) la qualité de la production.
 Quand on sait que la Scapêche réalise environ 60 % des apports nationaux en espèces profondes, et que celles-ci sont vulnérables (100% en dehors des limites de sûreté biologique selon les scientifiques), comme les milieux dans lesquels elles vivent, et que les chalutiers affectent en pêchant des espèces dont certaines sont menacées d'extinction, on ne peut que devenir très méfiant vis-à-vis de ce label auto-attribué.

---

<sup>1</sup> Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

\*\*\*

Cet épisode est somme toute une opération médiatico-politique très réussie dont le panache de fin à propos des chalutiers est particulièrement savoureux : « en quelque sorte, ils nettoient les mers » (car les chalutiers ramassent parfois dans leurs filets ceux des autres pêcheurs, fatalement, puisqu'un chalut ramasse tout sans discrimination.)

Tout était dit lorsqu'un représentant des armateurs au sein de la Mission Pêches Profondes du Grenelle de la Mer nous a lancé, bien avant que ne soit terminé le tournage de l'émission, "Vous allez voir ce que vous allez voir avec THALASSA !" Cela m'avait surpris que les représentants de la pêche soient si sûrs de leur coup ; je ne comprends que maintenant l'ampleur de l'imposture et pourquoi, en effet, ils pouvaient être si confiants à propos du résultat final.

En fin de compte, THALASSA est le seul relais médiatique de la pêche industrielle en France avec le journal *LE MARIN*, ce qui peut être une mission comme une autre, le problème étant la crédibilité qu'accordent les Français à une émission traditionnelle du PAF, et leur propension ainsi à ne pas discerner la désinformation dans les propos tenus. Usurper la légitimité de l'émission pour entreprendre de blanchir des pratiques non durables, destructrices de l'environnement et des espèces, en plus d'être inéquitables, est un vrai sujet de préoccupation, et une contradiction notoire pour une émission qui s'adresse en priorité aux amoureux de la mer.

Il faut sans doute saluer cette forme de courage étrange que THALASSA a eu de mentir en âme et conscience, en faisant le tri parmi les informations dont ils ont pourtant eu connaissance. Vivre dans le mensonge *intime*, voilà qui me fascine... Dans l'effroi.

---

<sup>i</sup> Moyenne de 42 500 €/an pour un emploi temps plein selon une note de l'Union des Armateurs à la Pêche Française.

<sup>ii</sup> « Am I an activist for caring about my grandchildren's future? I guess I am »

<http://www.guardian.co.uk/environment/cif-green/2010/aug/26/james-hansen-climate-change>

<sup>iii</sup> <http://archimer.ifremer.fr/doc/2008/publication-4538.pdf>

<sup>iv</sup> <http://www.plosone.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0012730>

<sup>v</sup> <http://www.keroman.fr/Pecheur-responsable.8098.0.html>

<sup>vi</sup> [http://www.intermarche.com/intermarcheetvous\\_metiers\\_endirectfilieres/reportages-partenaires/mousquetaires-s-engagent-pour-une-peche-responsable](http://www.intermarche.com/intermarcheetvous_metiers_endirectfilieres/reportages-partenaires/mousquetaires-s-engagent-pour-une-peche-responsable)

<sup>vii</sup> Voir pages 44-45 du rapport sur les subventions européennes de Poséidon pour Pew : [http://www.pewtrusts.org/uploadedFiles/wwwpewtrustsorg/Reports/Protecting\\_ocean\\_life/FIFG-evaluation.pdf](http://www.pewtrusts.org/uploadedFiles/wwwpewtrustsorg/Reports/Protecting_ocean_life/FIFG-evaluation.pdf)